

Projet de structuration de la note de stratégie pour discussion lors du Forum du MSC
« Relier les petits exploitants aux marchés »

1. Contexte

La 40^e session du Comité de la sécurité alimentaire mondiale avait décidé de tenir en 2015 un Forum de haut niveau (FHN) sur *la mise en relation des petits exploitants aux marchés*, dans le but de formuler des recommandations destinées à être présentées à la 42^e session du CSA. Le FHN devait se baser sur les précédents travaux du CSA, y compris sur le rapport de 2013 du Groupe d'experts de haut niveau (HLPE) intitulé « Investir dans la petite agriculture pour parvenir à la sécurité alimentaire » ainsi que sur les décisions du CSA liées.

Le MSC avait soutenu cette proposition, du fait qu'il avait identifié les marchés comme étant une question importante méritant davantage de travaux au sein du CSA. Dans un même temps, une réunion organisée par le MSC lors de la 41^e session du CSA, en octobre 2014, reconnut que la société civile/les mouvements sociaux n'étaient pas bien préparés sur ce sujet. Les petits producteurs et les communautés à l'échelle mondiale comptent avec une riche expérience des marchés locaux, axés sur les personnes, mais cette expérience n'a été ni systématisée, ni rendue visible.

Selon les Termes de référence élaborés par le Secrétariat du CSA, une équipe technique composée de membres du personnel de la FAO, du FIDA et du PAM serait chargée de préparer le FHN. Le MSC avait remis en cause l'absence d'implication efficace des organisations de petits producteurs. En décembre 2014, il fut finalement convenu d'inclure un représentant du MSC et du MSP. À ce moment-là, les travaux de l'équipe technique avaient déjà bien avancé et la date du 25 juin avait été fixée pour la tenue du FHN. Compte tenu de ces circonstances, il fut très difficile de consulter comme il se devait les différents secteurs et sous-régions. Néanmoins, un travail « d'urgence » fut mis en place, qui permit à plusieurs membres du MSC de contribuer, par des idées, des études de cas, ainsi que des propositions de panélistes. Grâce à ces efforts, il fut possible d'inclure plusieurs interventions du MSC au programme et d'influer de manière positive sur la rédaction du document d'information. Ce document stipule clairement que tous les marchés ne sont pas bénéfiques aux petits producteurs et qu'il existe une absence de données concernant les marchés populaires locaux. Le document reconnaît l'impossibilité de parvenir à un consensus le 25 juin et la nécessité de poursuivre les travaux à ce sujet. Le programme (en anglais) du FHN est disponible à l'adresse : www.fao.org/fileadmin/templates/cfs/Docs1415/Events/HLF_Small/CFS_HLF_Timetable.pdf et le document d'information, en français, à l'adresse : www.fao.org/fileadmin/templates/cfs/Docs1415/Events/HLF_Small/CFS_HLF_Smallholders_Markets_FR.pdf

Le Forum de haut niveau fut précédé d'un atelier de préparation du MSC, organisé le 24 juin, qui permit aux participants des différents secteurs et sous-régions de partager leurs expériences et points de vue, en vue de convenir des principaux messages à porter au FHN et de commencer à

définir des stratégies pour le futur. Les principaux messages et nos comptes rendus de l'atelier du MSC et du FHN figurent en annexe de la présente note. Le résumé du FHN réalisé par la Présidente, en anglais, est disponible à l'adresse : www.fao.org/fileadmin/templates/cfs/Docs1415/Events/HLF_Small/CFS_HLF_Smallholders_Chairs_Summary.pdf

Grâce aux puissantes interventions répétées du MSC, soutenues par certains gouvernements favorables, il a été convenu que les travaux relatifs à la mise en relation des petits exploitants avec les marchés se poursuivraient jusqu'à la 43^e session du CSA, qui se tiendra au mois d'octobre 2016, selon un processus décrit dans le projet de Programme de travail pluriannuel qui sera adopté lors de la 42^e session du CSA (voir annexe) :

2. Objectif MSC - Changer la vision dominante sur les marchés et le commerce

- *Rendre visibles nos marchés "invisibles".*
 - Documenter nos marchés existants à travers le monde. Systématiser notre expérience en cours et faire la démonstration de la manière dont ces marchés fonctionnent pour nous et leur impact sur la Sécurité alimentaire / le Droit à l'alimentation ainsi que sur la manière dont ils diffèrent du "marché formel".
- *Clarifier les concepts clés et remettre en question les paradigmes dominants*
 - comme par exemple «le marché», les chaînes de valeur et la valeur, les PPP, l'agriculture contractuelle, les coopératives, les relations entre populations urbaines / rurales, les marchés alimentaires locaux / commerce international
 - Souligner le manque de données sur les changements en cours dans les marchés alimentaires au niveau local, là où se trouvent les grands enjeux.
- *Préciser quel genre de politiques publiques, de cadres juridiques, d'infrastructures et d'investissements...*
 - .. sont nécessaires à tous les niveaux pour soutenir les marchés qui agissent en faveur du Droit à l'alimentation des populations.
- *Ouvrir la porte à la discussion sur la question du commerce au sein du CSA.*
 - Quel régime de droits devrait dominer le marché?
 - Quelles sont les implications des différents régimes commerciaux pour la sécurité alimentaire / le Droit à l'alimentation?

3. Stratégie opérationnelle

- Lors de la CSA42, présenter nos propres points de vue sur les résultats du Forum de haut niveau ainsi que nos propositions concernant le processus de CSA43 (y compris les deux jours de réunion du GTCNL).

- Au sein de l'Equipe spéciale, être ferme sur la question du processus ouvert afin de préparer un document de discussion pour le GTCNL et définir un calendrier qui permette les contributions de la société civile.
- Compiler des études de cas provenant de toutes les régions et secteurs sociaux, stratégiquement choisies pour illustrer les points clés sur lesquels nous souhaitons insister (les directives pour les études de cas restent encore à développer).
- Si possible, organiser des discussions au niveau régional et au niveau de chaque secteur social, y compris en s'appuyant sur des réunions déjà prévues.
- Sinon, organiser des téléconférences régionales.
- Élaborer un projet de document de position qui systématise notre expérience, clarifie les concepts / paradigmes clés, analyse la manière dont les discussions du CSA s'intègrent/se complètent avec celles dans d'autres forums (OMC).
- Solliciter des réactions générales à cet avant-projet, si possible, y compris en y consacrant une réunion quelques mois avant la réunion du GTCNL.
- Finaliser le projet de document de position en vue de sa discussion lors de l'atelier MSC qui sera organisé avant la réunion du GTCNL (voir ci-dessous).
- Rechercher et obtenir des soutiens politiques au niveau des gouvernements et d'autres participants du CSA, y compris au niveau national dans les pays clés.
- Rédiger une note de synthèse qui récapitule nos positions. Saisir l'occasion du Conseil d'administration du FIDA et du Forum Paysan du FIDA ainsi que des Conférences régionales de la FAO.
- Organiser 2 ateliers d'une journée avant la réunion du GTCNL pour échanger avec / sensibiliser les participants de la société civile / des mouvements sociaux et préparer des positions à défendre lors de la réunion du GTCNL.
- Prévoir une réunion de bilan sur une demi-journée après la réunion du GTCNL afin d'élaborer une stratégie en prévision de la CSA43.
- Tester des méthodes "non conventionnelles" pour communiquer des éléments de preuve, par exemple, préparer un reportage vidéo sur les marchés invisibles afin d'apporter une expérience du terrain aux débats du CSA, d'organiser un marché paysan lors de la réunion du GTCNL

4. Organisation

- Le Groupe de travail sur l'investissement agricole et sa liste de diffusion électronique seront "l'univers" du MSC pour faire avancer ce travail Des compte-rendu réguliers et des demandes de contributions seront envoyés par ce biais aux membres du groupe.
- Il sera formé un groupe spécial composé de volontaires prêts à s'engager activement dans cette tâche. Ce groupe pourrait inclure des universitaires /

chercheurs engagés qui sont prêts à apporter un soutien (par exemple Jan Douwe Van Der Ploeg, Michel Pimbert, Phil McMichael, Sylvia Kay...)

- Dans la mesure du possible, s'assurer que les points focaux dans les diverses régions recueillent des études de cas sur une base volontaire et voir si quelqu'un peut se porter volontaire pour rédiger le l'avant-projet du document de position dans les délais très courts dont nous disposons ou si il serait souhaitable ou nécessaire d'envisager une certaine forme de rémunération pour ces tâches.
- L'actuelle Equipe de facilitation pour l'investissement agricole (Shalmali, Nico, Nora) apporteront leur contribution pour assurer le travail. Un soutien logistique pour la communication et la coordination sera nécessaire compte tenu notamment de la courte période de temps qui nous est allouée.
- La supervision politique sera assurée par les mouvements sociaux, les membres du CC qui sont coordonnateurs du groupe de travail sur l'investissement agricole. Il pourrait être envisagé de mettre en place un "groupe de contact" des personnes désignées par les secteurs sociaux / mouvements sociaux pour renforcer la supervision politique.

5. **Budget**

Un soutien sera nécessaire pour:

- *Indispensable:*
 - Frais de déplacement, per diem, interprétation lors de la réunion MSC dans le cadre du Groupe de travail.
 - Soutien logistique pour la communication et la coordination.
 - Coûts de téléconférence régionale, y compris l'interprétation en cas de besoin.
 - Si nécessaire, rémunération pour le rédacteur du document de position et / ou la collecte régionale d'études de cas.
- *Souhaitable*
 - Frais de déplacement, per diem, interprétation pour la réunion lors de laquelle sera discutée l'avant-projet de document de position du MSC, avant sa finalisation.
 - Per diem, interprétation (si nécessaire) pour des discussions supplémentaires sur les marchés lors des réunions régionales déjà programmées.
 - Financement pour la réalisation d'une vidéo.